

Direction Risques Industriels  
*Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales*  
*Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud*  
2, rue Jean RICHEPIN  
BP 60079  
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 10/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**CARRIERE OMYA Saki-Coume-Roujou**

Chemin du Mas Fages - BP 3

66600 Salses-le-Château

Réf : 2024-009-PR  
Code AIOT : 0006601535

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/01/2024 de la Carrière dite « Saki-Coume-Roujou » exploitée par la société OMYA, implantée sur la commune de Vingrau. L'inspection a été annoncée le 18/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Au cours d'une précédente inspection réalisée le 17/01/2023 dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE, 6 faits non-conformes ont été relevés, ce qui a conduit l'inspection à proposer au préfet de prendre un arrêté mettant en demeure la société OMYA de se mettre en conformité sous un délai de 4 mois. L'arrêté de mise en demeure a été signé le 21/02/2023.

L'exploitant a transmis un mémoire en réponse le 20/06/2023 et l'inspection a réalisé une inspection de récolement le 30/08/2023 afin de s'assurer que les non-conformités ont effectivement été corrigées.

Au cours de cette visite il est ressorti qu'un point de contrôle devait faire l'objet de travaux complémentaires et un délai complémentaire de 4 mois a été laissé à la société OMYA (→ fin 2023). La présente inspection, programmée après l'échéance fixée, a pour objet de vérifier, que le fait non-conforme restant a bien été corrigé.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERE OMYA Saki-Coume-Roujou
- lieux-dits « La Loubatière », « Trabesse de la Serre d'Espira », « Roc de Lallane », « La Feyche » et « Coume Roujou » 66600 Vingrau
- Code AIOT : 0006601535
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les 3 carrières exploitées par la société OMYA sur les communes de TAUTAVEL et de VINGRAU sont

des exploitations de calcaire blanc destinée à la production de charges minérales pour l'industrie. Les trois sites d'extraction de « Saki Coume Roujou », « Télévision » et « Montpeyroux », sont séparés l'un de l'autre, mais historiquement ont été réunis dans une seule autorisation délivrée initialement par l'arrêté préfectoral n°2872 du 04/11/1994, pour une durée de 30 ans (soit jusqu'en 2024).

Cette autorisation a été renouvelée séparément pour les 3 sites, pour une durée de 15 ans, par les arrêtés respectivement n°2023 041-0001, n°2023 041-0002, n°2023 041-0003 du 10/02/2023.

Les autorisations portent sur une production globale maximale annuelle de 450.000 tonnes hors stériles et une production moyenne de 300.000 tonnes/an (calculée sur 10 années glissantes).

Se trouve également sur le site, à proximité de la carrière de Saki-Coume-Roujou, l'installation de premier traitement de matériaux qui a été autorisée par un arrêté séparé (n° 2873/94) mais de même date. Les prescriptions applicables à l'installation de traitement ont été mises à jour par l'arrêté du 10/08/2011 qui a supprimé les prescriptions des actes antérieurs et qui constitue l'acte administratif de référence. À noter également pour cette installation de traitement, que le bénéfice des droits acquis a été acté par courriers préfectoraux du 04/12/2013 pour les rubriques n° 2515-1b et n° 2517-2 sous le régime de l'enregistrement.

Les 3 carrières à ciel ouvert sont exploitées en fouille sèche avec reprise des matériaux abattus à l'explosif par des engins mécaniques lourds.

Les produits extraits pour la fabrication de carbonates, destinés à l'industrie et au marché des amendements agricoles, sont :

- soit traités dans une unité fixe de concassage-criblage de Vingrau pour ceux issus des zones de Coume-Roujou, de la Télévision et une partie de Montpeyroux puis transportés par camions jusqu'à l'usine de fabrication des carbonates sur Salses le Château.
- soit traités dans une unité mobile de concassage-criblage pour la deuxième partie de ceux Montpeyroux puis transportés par camions jusqu'à l'usine de fabrication des carbonates sur Salses le Château.

Les stériles et matériaux dont la qualité ne permet pas une utilisation en tant que charges minérales, sont valorisés dans une unité de concassage-criblage mobile, directement dans la zone d'exploitation ; ils sont ensuite pris en charge par la société Vaills qui les valorise sur le marché des granulats pour l'emploi sur chantiers de viabilité.

Les 3 carrières sont concernées par :

- la rubrique 2510-1 « exploitation de carrière » pour une capacité maximale de 450.000 t/an (régime d'autorisation) ;
- la rubrique 2515-1 installation de broyage concassage criblage... pour une puissance de 482 kW (régime d'enregistrement).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 4.1.1	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui a(ient) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de vérifier que les travaux de mise en conformité ont été réalisés conformément aux préconisations qui ressortent du diagnostic sur les ruissellements des eaux de surface de la versée de la carrière de la télévision, réalisé par le bureau d'études CIEEMA. La mise en demeure est considérée comme levée.

Cette inspection a également permis de faire le point sur les consommations d'eau et les mesures d'économie d'eau mises en place dans le cadre de l'arrêté département sécheresse.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets inertes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 30/08/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/12/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant doit s'assurer que les installations « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux. L'exploitant doit procéder, si l'étude d'impact en montre la nécessité, au traitement et au recyclage des eaux de ruissellement des installations de stockage des déchets et des terres non polluées.</p> <p><b>Constats VI du 30/08/2023 :</b> Constat de la réalisation des travaux de profilage sur le sommet de la verse et de la reconstitution du fossé périphérique sur la rive droite du ravin « Correc de les Nau Bouques ». Ces travaux ne sont pas finalisés. L'exploitant ne peut justifier du dimensionnement du bassin de rétention de la verse de la télévision et des ouvrages permettant de canaliser les eaux de ruissellement internes et externes au site.</p> <p><b>Constats VI du 10/01/2024 :</b> La société OMYA a fait réaliser une notice hydraulique par la société CIEEMA (datée d'octobre 2023 V2) Cette étude a permis de caractériser les écoulements des eaux de ruissellement du bassin versant de la verse de Télévision et préconise certains travaux de mise en conformité. Trois aménagements ont été identifiés dans cette étude pour garantir une gestion des eaux satisfaisante sur la zone, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• déviation des eaux de la plateforme de la verse vers le fond de fosse de Télévision pour soulager le bassin versant ;</li><li>• aménagement du fossé latéral ouest en densifiant l'enrochement sur la partie sud et en profilant les remblais de manière à maintenir dans le temps la continuité du fossé sur toute la longueur ;</li><li>• aménagement d'un déversoir sur le bassin de rétention en aval de la verse. Il tient compte de la déviation des eaux de la plateforme sommitale et de ce fait sera d'une largeur de 10 m, avec un large fuseau granulométrique pour éviter l'emploi de béton, comme proposé dans l'étude. Comme recommandé dans l'étude également, un indicateur de remplissage du bassin sera mis en place pour déclencher un curage lorsque ce sera nécessaire (+20 cm au-dessus du niveau actuel).</li></ul> <p>L'exploitant a confirmé par mail du 12/12/2023 la finalisation des travaux en transmettant des photographies réalisées pendant la phase travaux. Le bureau d'études présent lors de la visite a présenté les différents éléments de terrain qui ont conduit aux aménagements hydrauliques.</p> <p>Le jour de la visite l'inspection a pu constater la bonne réalisation des travaux. La mise en demeure est considérée comme levée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Approvisionnement en eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception des installations pour limiter la consommation d'eau. Les prélèvements d'eau dans le milieu sont réalisés à partir d'une ressource en eau située en dehors de la carrière ; l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les documents justifiant que les points de prélèvement utilisés pour les usages de la carrière sont régulièrement autorisés et conformes. L'exploitant met en place des moyens afin de pouvoir comptabiliser et suivre les principales consommations d'eau, à savoir <ul style="list-style-type: none"><li>• brumisation de l'installation de traitement ;</li><li>• lavage de l'installation ;</li><li>• arrosage des pistes et stocks.</li></ul> Tous les mois l'exploitant relève sur un registre les quantités d'eau utilisées et les consommations en fonction des différents usages, y compris pour l'arroseuse mobile et calcul les débits mensuels et annuel. L'utilisation de l'eau d'un forage pour des besoins sanitaires est interdit en l'absence d'une autorisation délivrée en application du Code de la santé publique.
<b>Constats :</b> L'eau nécessaire au fonctionnement de la carrière est prélevée, depuis 2021, sur le forage Omya situé à l'usine de Salses-le-Château puis transportée par camion citerne jusqu'aux 3 carrières. Précédemment l'eau provenait d'un forage exploité par la société Vaills, sous traitant de la société OMYA. Deux cuves de 40 m <sup>3</sup> chacune sont présentes sur le site de Coume Roujou-Saki et sont utilisées pour la gestion de l'eau. L'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/08/2011 qui régleme au titre ICPE le fonctionnement de l'usine de Salses, autorise un prélèvement d'eau dans la nappe phréatique profonde, pour le lavage des matériaux et les usages sanitaires pour un débit de 80 m <sup>3</sup> /h. Suite à l'application de la nomenclature eau aux installations classées, la société OMYA a déclaré par courrier du 19/04/2019, l'existence du forage et le prélèvement d'eau pour un débit de 80 m <sup>3</sup> /h. L'arrêté ne précise pas de limite mensuelle ou annuelle.  L'exploitant présente le registre de consommation d'eau du forage de l'usine de Salses, réalisé à l'aide d'un tableur informatique, qui distingue les usages pour l'usine et pour les 3 carrières. Ce registre permet de réaliser des récapitulatifs mensuels et annuels. Le récapitulatif annuel fait ressortir que le prélèvement sur l'usine de Salses qui était de plus de 250000 m <sup>3</sup> /an en 2005 est descendu à moins de 10000 m <sup>3</sup> en 2011 suite à l'arrêt de l'activité de lavage de pierres sur l'usine, puis est remonté à 12772 m <sup>3</sup> en 2021 suite à l'utilisation de ce forage pour alimenter les carrières. En 2023 la consommation a été de 10617 m <sup>3</sup> , répartie entre 20 % (2034 m <sup>3</sup> ) pour l'usine et 80 % (8583 m <sup>3</sup> ) pour les carrières. Le registre permet de faire une distinction entre les différents usages, à savoir pour les 3 carrières en 2023 : <ul style="list-style-type: none"><li>• arrosage des pistes : 5564 m<sup>3</sup> (65%)</li><li>• brumisation de l'installation de traitement fixe + sanitaires : 1472 (17%)</li><li>• brumisation de l'installation de traitement mobile : 998 (12%)</li><li>• nettoyage des installations et lavage des engins : 302 (4%)</li><li>• réserves incendie : 247 (3%)</li><li>• arrosage des plantations : 0</li></ul> Il ressort que l'eau est principalement utilisée pour abattre les émissions de poussières (8034 m <sup>3</sup> - 94%).

L'exploitant rappelle que différentes mesures ont été mises en place pour prévenir et réduire ces émissions : vitesse limitée à 40 km/h, pistes principales reliant les différents sites d'extraction de Montpeyroux et de la Télévision revêtues d'enrobés, bardage complet des installations de traitement fixes, capotage des installations de traitement et dispositifs d'aspiration sur les cribles.

L'exploitant confirme que l'eau est également utilisée pour un usage sanitaire, hors boisson, et présente l'autorisation délivrée le 16/05/1997 autorisant la société OMYA à distribuer l'eau au public dans l'usine et l'autorisation du 26/11/2010 autorisant le traitement de l'eau.

L'inspection précise que du fait du transport ces autorisations ne sont pas valables sur le site de la carrière.

Application de l'arrêté préfectoral portant mise en place de mesures de restrictions provisoires des usages de l'eau.

L'inspection rappelle que l'arrêté du 30/11/2023 a prolongé l'application des dispositions prévues par l'arrêté du 13/06/2023 jusqu'au 01/02/2024.

L'arrêté d'autorisation ne prévoit pas de disposition spécifique applicable en cas de sécheresse.

Les mesures générales et pour les industriels de l'arrêté cadre départemental s'appliquent.

L'exploitant présente les documents qui ont été affichés aux salariés suite à la mise en place des mesures de gestion et précise que ces mesures ont été présentées aux salariés de la carrière à l'occasion d'1/4 d'heure sécurité.

Cette information n'a pas été renouvelée récemment.

L'arrêté cadre départemental prévoit de limiter les consommations au strict nécessaire, toutefois la lecture du registre ne fait pas ressortir d'économie particulière réalisée en 2023 sur les carrières, par rapport aux années antérieures.

L'exploitant précise que l'eau étant principalement utilisée pour abattre les poussières, les conditions particulières de sécheresse sur 2023 auraient dû amener à une consommation supplémentaire de l'eau ; le bilan est ainsi fossé, les conditions climatiques et de production n'étant pas égales.

Application de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement

La consommation annuelle sur la carrière étant inférieure à 10000 m<sup>3</sup>/an les dispositions de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 ne sont pas applicables.

L'exploitant précise toutefois qu'ils ont bien pris en compte l'application de cet arrêté pour le forage de l'usine mais que les usages (incendie, sanitaires, protection de l'environnement) sont exclus des obligations de réduction prévues à l'article 2-I.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

- La sensibilisation sur les mesures d'économie d'eau auprès du personnel doit être renouvelée régulièrement tant que la période de gestion des restrictions n'est pas levée ;
- Les conditions d'utilisation de l'eau pour abattre les poussières (arrosage des pistes par l'arroseuse mobile, zones d'extraction et des stocks, brumisation) doivent être précisées afin de limiter l'utilisation de l'eau au strict nécessaire ;
- Plus généralement l'évolution de la consommation d'eau doit faire l'objet d'objectifs chiffrés ;
- L'usage sanitaire de l'eau doit faire l'objet d'une autorisation spécifique au titre du Code de la santé ;
- Les évolutions de l'usage du prélèvement sur le forage de l'usine doit faire l'objet d'un porter à connaissance afin de clarifier la situation de ce forage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois